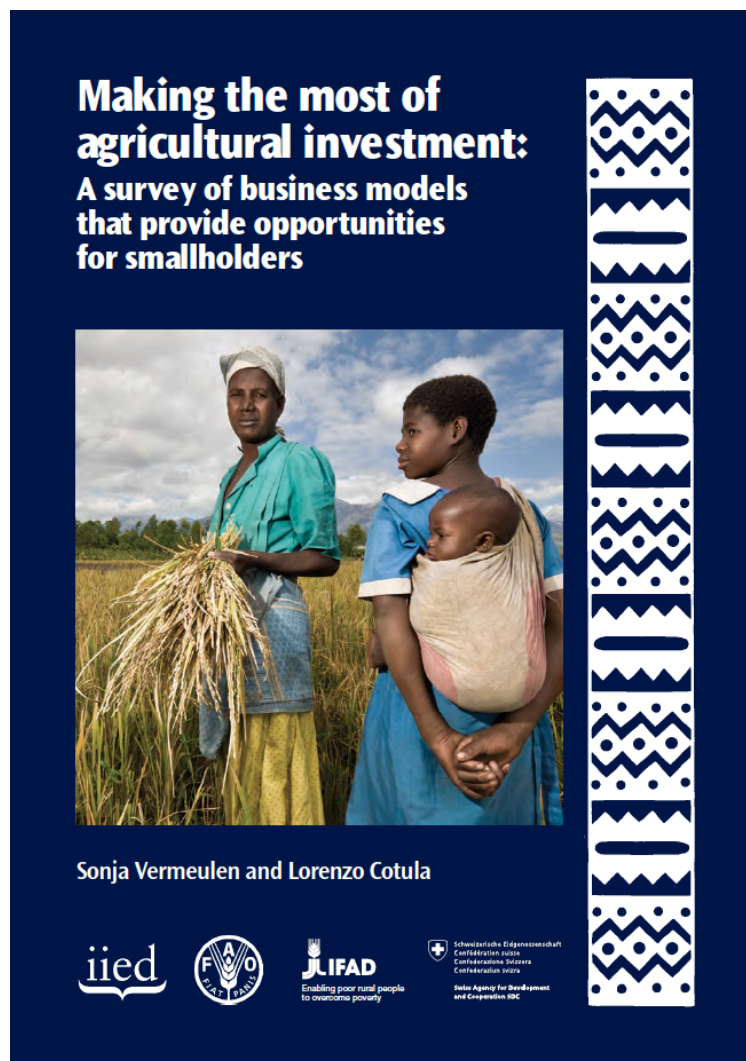


ACQUISITIONS DE TERRES À GRANDE ÉCHELLE

LES RAPPORTS GÉNÉRAUX

L'étude du consortium FAO-IIED-IFAD-SDC



Sonja VERMEULEN et Lorenzo COTULA, *Making th most of agrcultural investment : A survey of business models that provide opportunities for smallholders*, FAO et IIED, 2010, 106 pages.

http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/newsroom/docs/agric-investment_web-2010.pdf

Table des matières

CONTENTS

EXECUTIVE SUMMARY	1
I. INTRODUCTION	11
II. CONTEXT: RAPID RESTRUCTURING IN AGRICULTURAL MARKETS	17
III. FEATURES OF INCLUSIVE BUSINESS MODELS	27
3.1. Approaches to differentiate among business models	31
3.2. Criteria for appraising the inclusiveness of business models	35
3.3. Relevant market actors, institutions and policy areas	36
IV. BUSINESS MODELS IN PRACTICE	37
4.1. Contract farming	39
4.2. Leases and management contracts	50
4.3. Tenant farming and sharecropping	55
4.4. Joint ventures	59
4.5. Farmer-owned businesses	73
4.6. Upstream and downstream business links	79
V. CONCLUSIONS	85
5.1. Overview: the value and limits of inclusive models for agricultural investment	87
5.2. Moving forward	91
VI. REFERENCES AND RECOMMENDED FURTHER RESOURCES	99



Présentation

Cette nouvelle recherche du consortium IIED-IFAD-FAO (qui a déjà produit plusieurs études dont un rapport analysé sur ce site), a pour objectif de montrer en quoi les investissements dans l'agriculture des nations en développement peuvent devenir une véritable alternative aux acquisitions massives de terres. Pour cela, l'étude présente une série de modèles de

transactions plus inclusifs pouvant apporter des bénéfices aux petits agriculteurs et protéger leurs droits fonciers, tout en garantissant la rentabilité des entreprises.

Le rapport, publié aujourd'hui par l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED), a été commandité par la FAO, le Fonds international pour le développement agricole (FIDA) et l'Agence suisse pour le développement et la coopération (SDC).

Il indique que les directives internationales en matière d'investissement agricole devraient promouvoir les modèles d'investissement qui offrent davantage d'opportunités aux petits agriculteurs locaux. Il présente divers types de collaboration dont les gros investisseurs et les petits paysans peuvent tirer des avantages réciproques, en les répartissant en six grands chapitres: agriculture sous contrat, contrats de gestion, fermage et métayage, joint ventures, coopératives fermières et liens amont-aval.

Aucun modèle unique ne semble l'emporter comme panacée valable en toutes circonstances pour les petits agriculteurs. Pour offrir des avantages aux exploitants tout en gardant un attrait pour les investisseurs, chaque contexte spécifique doit prendre en compte le régime foncier local, les politiques, la culture, l'histoire, et les considérations biophysiques et démographiques.

Il existe de nombreux moyens par lesquels les sociétés peuvent suivre des modèles plus inclusifs tout en limitant au minimum le risque et en dégagant un profit, indique le rapport, notamment par des collaborations plus étroites avec les partenaires locaux, les exploitants et les fermiers, et le partage des valeurs engendrées par les investissements.

Le rapport insiste sur la façon dont les modèles de transactions alternatifs peuvent partager les risques, récompenses, droits de propriété, et la prise de décisions entre l'investisseur et les partenaires locaux. Il analyse les avantages et les inconvénients, les opportunités et les obstacles, et les possibilités de développer chacun de ces modèles de transactions alternatifs.

Selon le rapport, les sociétés doivent englober les accords fonciers plus inclusifs comme véritable composante économique et non pas seulement comme élément d'un programme de responsabilité sociale. Le rapport insiste aussi sur l'importance des mesures de renforcement du pouvoir de négociation des petits agriculteurs locaux.

Selon ce texte, les gouvernements et les organismes de développement ont un rôle important à jouer pour promouvoir des modèles économiques plus équitables et plus inclusifs, et soutenir les petits paysans dans leurs relations avec le gouvernement et les investisseurs.

Résumé adapté du texte paru sur le site : Association de la Presse Panafricaine

<http://www.presseafricaine.info/article-fao-des-alternatives-aux-acquisitions-massives-de-terres-dans-les-pays-en-developpement-52754095.html>

Les auteurs

Sonja VERMEULEN,
Lorenzo COTULA

Commentaires sur le rapport

Lorenzo Cotula, Directeur de recherche à l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED) et co-auteur de l'ouvrage, explique: "L'investissement agricole peut favoriser les pays en développement, mais les grandes acquisitions de terres comportent des risques élevés, car les populations perdent leur accès à la terre et aux ressources qu'elles ont exploitées des générations durant. Les investissements les plus prometteurs sont ceux qui soutiennent les petits exploitants locaux plutôt que les grandes plantations."

Andrea Ries, Chef du *Global Program Food Security* de l'Agence suisse pour le développement et la coopération: "Le rapport met en lumière le rôle crucial que les partenaires de développement peuvent jouer pour renforcer le dialogue entre les communautés de petits agriculteurs, les gouvernements et les investisseurs afin de promouvoir les investissements durables et inclusifs dans l'agriculture."

Harold Liversage, Responsable du Programme des régimes fonciers au FIDA: "Au FIDA, nous estimons que la sécurité des droits fonciers et un accès équitable à la terre - en particulier pour les petits agriculteurs - sont des facteurs essentiels de croissance économique et de réduction de la pauvreté. Les partenariats entre investisseurs potentiels et petits paysans locaux peuvent créer des opportunités importantes, mais ces partenariats ne requièrent pas de transfert de droits fonciers à grande échelle."

Alexander Müller, Sous-Directeur général de la FAO, indique: "Le rapport montre divers moyens d'investir dans l'agriculture des pays en développement, y compris par des investissements de grande envergure et à l'échelle internationale, tout en optimisant les opportunités pour les petits agriculteurs. Cela aidera à évaluer et à concevoir des projets d'investissement agricole axés sur une meilleure sécurité alimentaire pour tous."

Mise en forme de la notice : G. Chouquer octobre 2011